



RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À: Bid Receiving - Environment Canada / Réception des soumissions – Environnement Canada Copier électronique : ec.soumissions-bids.ec@canada.ca BID SOLICITATION DEMANDE DE SOUMISSIONS PROPOSAL TO: ENVIRONMENT CANADA We offer to perform or provide to Canada the services detailed in the document including any attachments and annexes, in accordance with the terms and conditions set out or referred to in the document, at the price(s) provided. SOUMISSION À: ENVIRONNEMENT CANADA Nous offrons d'effectuer ou de fournir au Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans le document incluant toutes pièces jointes et annexes, les services détaillés dans le document, au(x) prix indiqué(s).	Title – Titre Recherche, essais et planification – Passage à l'agriculture biologique dans la RNF Alaksen	
	EC Bid Solicitation No. /SAP No. – N° de la demande de soumissions EC / N° SAP 5000052848R	
	Date of Bid solicitation (YYYY-MM-DD) – Date de la demande de soumissions (AAAA-MM-JJ) 2020-12-17	
	Bid Solicitation Closes (YEAR-MM-DD) - La demande de soumissions prend fin (AAAA-MM-JJ) at – à 3:00 P.M. on – le 2021-01-11	Time Zone – Fuseau horaire Heure normale de l'Est
	F.O.B – F.A.B	
	Address Enquiries to - Adresser toutes questions à Heidi Noble heidi.noble@canada.ca	
	Telephone No. – N° de téléphone 905-319-6982	Fax No. – N° de Fax
	Delivery Required (YEAR-MM-DD) – Livraison exigée (AAAA-MM-JJ) 2023-03-31	
	Destination - of Services / Destination des services Colombie-Britannique, Canada	
	Security / Sécurité Le présent besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.	
Vendor/Firm Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		
Telephone No. – N° de téléphone	Fax No. – N° de Fax	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm: (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature	Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Comptes rendus

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire – concurrentiels - soumission
4. Demandes de renseignements - en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Attestations
10. Lois applicables
11. Ordre de priorité des documents
12. Exigences en matière d'assurance

Liste des annexes :

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière d'assurance

**Recherche, essais et planification – Passage à l'agriculture biologique dans la RNF
Alaksen**

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS

1. Exigences relatives à la sécurité

1.1 Le présent besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits à l'annexe A de l'énoncé des travaux des clauses du contrat subséquent.

3. Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit:

Sous la rubrique « Texte » à 02

Supprimer : « Numéro d'entreprise – approvisionnement »

Insérer : « Supprimé »

À la section 02 Numéro d'entreprise – approvisionnement

Supprimer : dans son intégralité

Insérer : « Supprimé »

À la section 05 Présentation des soumissions, à l'alinéa 05 (2d)

Supprimer : au complet

Insérer : « envoyer sa soumission à Environnement Canada (EC) comme il est indiqué à la page 1 de la demande de soumissions ou à l'adresse indiquée dans la demande de soumissions »

À la section 06 : Soumissions déposées en retard

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 07 : Soumissions retardées

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement Canada »

À la section 08 Transmission par télécopieur, à l'alinéa 08 (1)

Supprimer : Au complet

Insérer : « Les soumissions peuvent être présentées par télécopieur si ce mode de communication est précisé dans l'appel d'offres »

À la section 12 Rejet d'une soumission , aux alinéas 12 (1) a. et b.

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 17 Coentreprise, à l'alinéa 17 (1) b.

Supprimer : « le numéro d'entreprise-approvisionnement de chaque membre de la coentreprise »

Insérer : « Supprimé »

À la section 20 Autres renseignements, à l'alinéa 20 (2)

Supprimer : Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 05 Présentation des soumissions, à l'alinéa 05 (4)

Supprimer : « soixante (60) jours »

Insérer : « cent vingt (120) jours »

2. Présentation des soumissions

- 2.1** Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'adresse d'Environnement Canada (EC) et au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Ancien fonctionnaire – concurrentiels – soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** () **Non** ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;

- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux dans le cadre de tout contrat éventuel sera dévolu au Canada, pour les motifs suivants :

(6.4.1) lorsque le marché ou les produits à livrer au terme de celui-ci visent surtout à obtenir des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie électronique)

Section I : Soumission financière (1 copie électronique)

Section III : Attestations (1 copie électronique)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

Note au sujet des soumissions électroniques :

Pour être prises en compte, les soumissions doivent être reçues au plus tard à 15 h 00 (Heure normale de l'Est) le date de clôture indiquée à la page couverture. Les soumissions reçues après la date de clôture seront jugées non recevables et rejetées. Les soumissions doivent être présentées UNIQUEMENT à l'adresse courriel suivante :

Adresse de courriel : ec.soumissions-bids.ec@canada.ca

À l'attention de : Heidi Noble

Numéro de la demande de soumissions : 5000052848R

Le soumissionnaire doit veiller à ce que son nom, son adresse, la date de clôture de l'appel d'offres et le numéro de la demande de soumissions soient clairement indiqués dans le corps de son courriel. Les soumissions et les documents connexes peuvent être soumis en français ou en anglais.

La taille totale du courriel, y compris toutes les pièces jointes, ne doit pas dépasser 15 mégaoctets (Mo). Il revient au soumissionnaire de s'assurer de respecter cette limite.

Les soumissions envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées.

Il se produit parfois des retards dans les systèmes de courrier électronique. Lorsqu'un message est accompagné de pièces jointes de taille importante, il peut arriver que le système en retarde la transmission. Il incombe entièrement au soumissionnaire de veiller à ce que l'autorité contractante reçoive sa soumission à temps, dans la boîte courriel qui a été identifiée pour fin de réception des soumissions. Le timbre dateur n'est pas accepté pour cette forme de transmission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

1. Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement à l'annexe B. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Ventilation des prix

On demande aux soumissionnaires de décrire les éléments suivants du prix pour tâche des travaux, le cas échéant :

- (a) Honoraires professionnels : Pour chaque individu et (ou) catégorie de main-d'œuvre, indiquer (i) le taux horaire ferme ou le taux quotidien ferme y compris les frais généraux et le profit, et (ii) le nombre estimatif d'heures ou de jours de travail correspondant. Les soumissionnaires devraient préciser le nombre d'heures comprises dans une journée de travail. Les honoraires professionnels doivent comprendre le coût estimatif total de tous les frais de déplacement et de subsistance qui peuvent devoir être engagés pour:
 - (i) des travaux décrits à la partie 6 du contrat subséquent, de la demande de soumissions qui doivent être exécutés à l'intérieur de Colombie-Britannique.
 - (ii) tout déplacement entre le lieu d'affaires de l'entrepreneur et la Colombie-Britannique; et
 - (iii) réinstaller des ressources
- (b) Équipement (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient préciser tous les articles qui devront être achetés et fournir la base d'établissement des prix pour chacun d'entre eux, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, s'il y a lieu.
- (c) Matériaux et fournitures (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient indiquer toutes les catégories de matériaux et de fournitures qui devront être achetées et fournir la base d'établissement des prix pour chacune d'entre elles. Les soumissionnaires devraient indiquer pour chaque catégorie s'il est probable que les articles soient consommés durant la période de tout contrat subséquent ;
- (d) Frais de déplacement et de subsistance (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient indiquer le nombre de voyages et le nombre de jours de chaque voyage, le coût, la destination et le but de chaque voyage, conjointement avec la base d'établissement de ces coûts qui ne doivent pas excéder les limites des indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du *Conseil national mixte* et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés »
- (e) Sous-traitants (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient indiquer tous les sous-traitants proposés et fournir dans leur soumission financière pour chacun d'entre eux une ventilation de prix.
- (f) Autres frais directs (s'il y a lieu) : Les soumissionnaires devraient identifier toutes les catégories d'autres frais directs prévus, comme les communications interurbaines et les locations, en fournissant la base d'établissement des prix pour chacune d'entre elles et en expliquant la pertinence par rapport aux travaux décrits à la Partie 6 de la demande de soumissions.
- (g) Taxes applicables: Les soumissionnaires doivent indiquer séparément les taxes applicables.

1.2 Les soumissionnaires devraient inclure l'information suivante dans leur soumission financière :

- a) leur appellation légale;
- b) Le nom de la personne-ressource (y compris son adresse postale, ses numéros de téléphone et télécopieur, et son adresse courriel) autorisée par le soumissionnaire à

entrer en communications avec le Canada relativement à leur soumission; et à tout contrat subséquent pouvant découler de leur soumission.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

Les soumissions seront évaluées conformément à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.

Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

Sauf indication contraire, l'expérience indiquée dans la soumission doit être celle du soumissionnaire lui-même (ce qui comprend l'expérience de toutes les entreprises qui ont constitué le soumissionnaire par fusion, mais ne comprend pas l'expérience acquise par l'achat de biens ou la cession d'un contrat). L'expérience des entreprises affiliées (c.-à-d. société mère, filiales ou sociétés sœurs), des sous-traitants ou des fournisseurs du soumissionnaire ne sera pas prise en considération.

1.1.1 Critères techniques obligatoires : consulter la pièce jointe 1 à la partie 4.

Les critères obligatoires sont évalués en fonction d'une simple cote réussite ou échec. Les soumissions qui ne respectent pas les critères obligatoires seront jugées non recevables.

1.1.2 Critères techniques cotés – Se reporter à la pièce jointe 1 de la partie 4

Une proposition doit obtenir la note minimale requise de 15 points aux critères d'évaluation technique pour être jugée recevable.

1.2 Évaluation financière

1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissions qui ne respectent pas les critères financiers obligatoires seront déclarées non recevables.

Numéro	Critère	Satisfait/Ne satisfait pas	Page
CFO1	Le budget maximal affecté à ce projet ne doit pas dépasser 345 000 \$ avant les taxes applicables, y compris coûts de main-d'œuvre, frais connexes et sous-traitants. Toute soumission dont la valeur est supérieure à cette somme sera jugée non recevable. La divulgation des fonds affectés au projet n'engage pas le ministère à payer un tel montant.		

1.3 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens et comprendra toute période d'option, taxes applicables en sus, droits de douane et taxes d'accise inclus.

Aux fins d'évaluation uniquement, le prix de la soumission sera calculé comme suit :

Les propositions seront évaluées sur 30 points.

La proposition offrant le prix le plus bas reçoit le maximum de 30 points, et toutes les propositions dont le prix est plus élevé reçoivent un nombre de points calculé au prorata du prix le plus bas.

2. Méthode de sélection

2.1 Méthode de sélection – Cote combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b) respecter tous les critères financiers obligatoires;
 - et
 - c) obtenir la note minimale requise de 15 points aux critères d'évaluation technique.
2. Les soumissions qui ne respectent pas les points a), b) ou c) seront jugées non recevables.
3. L'évaluation sera fondée sur la meilleure cote combinée pour le mérite technique et le prix des soumissions recevables. Le ratio sera de 70 % pour le mérite technique et de 30 % pour le prix.
4. Pour calculer la cote du mérite technique, on déterminera de la façon suivante la cote technique globale de chaque soumission recevable : nombre total de points obtenus/nombre maximum de points disponibles multiplié par 70 %.
5. Pour établir la cote pour le prix, chaque soumission recevable sera calculée au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du ratio de 30 %.
6. Pour chaque soumission recevable, la note du mérite technique et la note du prix seront additionnées de manière à donner la note combinée.
7. La soumission choisie ne sera pas nécessairement la soumission recevable ayant obtenu la cote la plus élevée pour le mérite technique ni celle ayant le prix évalué le plus bas. On recommandera l'attribution d'un contrat à la soumission recevable dont la note combinée (mérite technique et prix) est la plus élevée.

Le tableau ci-dessous montre l'exemple de trois soumissions recevables où le choix de l'entrepreneur est déterminé en appliquant le ratio 70-30 au mérite technique et au prix, respectivement. Le nombre maximal de points pouvant être obtenus est de 100 et le plus bas prix évalué est de 55 000 \$.

Méthode de sélection – Note combinée la plus élevée sur le plan du mérite technique (70 %) et du prix (30 %)

<u>Soumissionnaire</u>	Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique totale	90/100	70/100	80/100

Solicitation/ Demande de soumissions : 5000052848R

Prix évalué de la soumission 75 000 \$

55 000 \$

65 000 \$

Calculs

Cote pour le mérite technique $90/100 \times 70 = 63$

$70/100 \times 70 = 49$

$80/100 \times 70 = 56$

Note pour le prix $55/75 \times 30 = 22$

$55/55 \times 30 = 30$

$55/65 \times 30 = 25$

Note combinée 85

79

81

Classement 1^{er}

3^e

2^e

PIÈCE JOINTE 1 À LA PARTIE 4
CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS

Critères techniques obligatoires		Critères obligatoires satisfait	Page
Expérience du soumissionnaire/de l'entreprise			
CTO1	<p>Le soumissionnaire doit posséder une expérience récente de la détermination de cultivars pouvant potentiellement être utilisés en remplacement et de l'évaluation de leur potentiel commercial; de l'évaluation des problèmes de drainage; de la gestion des sols; de l'évaluation des cultures de couverture.</p> <p>Afin de démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit remplir le tableau relatif à l'expérience du soumissionnaire qui se trouve à la pièce jointe 2 à la partie 4, ou fournir l'équivalent.</p> <p>* Par expérience récente, on entend une expérience obtenue au cours des cinq (5) années précédant la date de clôture des soumissions.</p>		

Critères techniques cotés		Points	Page
Expérience du soumissionnaire/de l'entreprise			
CTC1	<p>Le soumissionnaire doit avoir de l'expérience dans le passage des pratiques agricoles conventionnelles à l'agriculture biologique.</p> <p>Afin de démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit remplir le tableau relatif à l'expérience du soumissionnaire qui se trouve à la pièce jointe 2 à la partie 4, ou fournir l'équivalent.</p> <p>2 points par année d'expérience, jusqu'à concurrence de 10 points.</p>	/10	
Expérience des ressources			
CTC2	<p>L'équipe de projet proposée par le soumissionnaire doit posséder de l'expérience en recherche et planification dans les domaines et pratiques agricoles.</p> <p>Afin de démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit remplir le tableau relatif à l'expérience de l'équipe de projet qui se trouve à la pièce jointe 3 à la partie 4, ou fournir l'équivalent.</p> <p>2 points par année d'expérience, jusqu'à concurrence de 10 points.</p> <p>* L'expérience représente l'expérience combinée de l'équipe de projet.</p>	/10	
Niveau d'études des ressources			
CTC3	<p>Le gestionnaire de projet proposé par le soumissionnaire doit être titulaire d'une maîtrise ou d'un doctorat en horticulture botanique ou en sciences de l'alimentation durable.</p> <p>Pour faire la preuve de ces éléments, le soumissionnaire doit indiquer dans sa soumission les références du gestionnaire de projet qu'il propose. Environnement et Changement climatique Canada se réserve le droit de demander une preuve avant l'attribution du contrat.</p> <p>Doctorat – 10 points</p> <p>Maîtrise – 5 points</p>	/10	

PIÈCE JOINTE 2 À LA PARTIE 4
TABLEAU RELATIF À L'EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE

Le soumissionnaire doit remplir le Tableau relatif à l'expérience du soumissionnaire et le joindre à sa soumission.

Le tableau porte sur le CTO1 et le CTC1

Des rangées peuvent être ajoutées au besoin.

Tableau relatif à l'expérience du soumissionnaire	
Projet 1	
Entreprise :	
Date de début :	
Date de fin :	
Description du projet :	
Projet 2	
Entreprise :	
Date de début :	
Date de fin :	
Description du projet :	

**PIÈCE JOINTE 3 À LA PARTIE 4
TABLEAU RELATIF À L'EXPÉRIENCE DE L'ÉQUIPE DE PROJET**

Le soumissionnaire doit remplir le Tableau relatif à l'expérience de l'équipe de projet et le joindre à sa soumission.

Un tableau doit être rempli pour chaque ressource proposée.

Le tableau porte sur le CTC2

Des rangées peuvent être ajoutées au besoin.

Tableau relatif à l'expérience de l'équipe de projet	
Nom de la ressource proposée :	
Projet 1	
Entreprise :	
Date de début :	
Date de fin :	
Description du projet :	
Projet 2	
Entreprise :	
Date de début :	
Date de fin :	
Description du projet :	

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

1. Attestations préalables à l'attribution du contrat

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés, respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel qu'il est requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi

En présentant sa soumission, le soumissionnaire atteste que lui et tous les membres de sa coentreprise, s'il y a lieu, ne figurent pas sur la liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux (PCF)

(http://www.labour.gc.ca/fra/standards_equity/eq/emp/fcp/list/inelig.shtml), laquelle peut être consultée au site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada (EDSC).

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel qu'il est demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires.

Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

2.2 Études et expérience

Clause du Guide des CCUA de TPSGC A3010T (2010-08-16) Études et expérience

PARTIE 6 - CONTRAT SUBSÉQUENT *(supprimer ce titre à l'attribution du contrat)*

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante. *(supprimer cette phrase à l'attribution du contrat et ajouter le titre)*

Titre : *(insérer à l'attribution du contrat)*

1. Exigences relatives à la sécurité

1.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010B (2020-05-28) Conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les conditions générales 2010B sont modifiées comme suit:

À la section 12 Frais de transport

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

À la section 13 Responsabilité du transporteur

Supprimer: Au complet

Insérer : « Supprimé »

Insérer la section : « 36 Responsabilité »

« L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat. »

A. Besoins en services professionnels où les produits livrables sont des œuvres protégeables par droit d'auteur :

Le Canada titulaire des droits de propriété intellectuelle (IP)

À la section 19 Droits d'auteur

Supprimer: Au complet

Insérer :« 1. Dans cet article,
« matériel » comprend tout ce qui est développé ou créé par l'entrepreneur en vertu des travaux prévus au contrat, et qui est protégé par des droits d'auteur.
« renseignements de base » désigne toute propriété intellectuelle autre que les renseignements originaux qui est incorporée dans les travaux ou nécessaire à l'exécution des travaux, qu'elle soit la propriété de l'entrepreneur ou d'un tiers;
« renseignements originaux » désigne toute propriété intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des travaux prévus au contrat.
2. Tout ce qui est créé ou conçu par l'entrepreneur aux fins d'exécution des travaux prévus au contrat et qui est protégé par des droits d'auteur appartient au Canada. L'entrepreneur doit apposer le symbole des droits d'auteur et indiquer l'un ou l'autre des avis suivants, selon le cas : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).
3. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir au Canada, à la fin des travaux ou à tout autre moment déterminé par l'autorité contractante, une renonciation définitive écrite aux droits moraux au sens de la [Loi sur le droit d'auteur](#), L.R. 1985, ch. C-42, de forme acceptable à l'autorité contractante, de la part de chaque auteur qui a contribué aux travaux. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur, l'entrepreneur renonce définitivement à ses droits moraux.
4. Le Canada détient tous les droits de propriété intellectuelle sur le matériel dès leur conception. L'entrepreneur ne détient aucun droit de propriété intellectuelle, sauf tout droit qui peut lui être accordé par écrit par le Canada.
5. L'entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, de portée mondiale, entièrement payée et libre de redevances qui l'autorise à utiliser les renseignements de base dans la mesure où cela est jugé nécessaire pour permettre au Canada d'exercer pleinement ses droits d'utiliser le matériel. Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique et accompagnant un bien livrable.»

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 31 mars 2023 inclusivement

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : _____

Titre : _____

Environnement Canada

Division des Acquisitions et marchés

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Le représentant de l'entrepreneur pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

6. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des

rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7. Paiement

7.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane _____ (*insérer « sont inclus », « sont exclus » OU « font l'objet d'une exemption »*) et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.2 Limitation des dépenses

- (a) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____. Les droits de douane _____ (*insérer « sont inclus », « sont exclus » OU « font l'objet d'une exemption »*) et les taxes applicables sont en sus.
- (b) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (i) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - (ii) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - (iii) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

- (c) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

8. Instructions relatives à la facturation

8.1 Paiements d'étape

- a) Le Canada effectuera des paiements d'étape, conformément au calendrier des jalons ci-après et aux dispositions en matière de paiement du contrat, si :

- i) une demande de paiement exacte et complète et tout autre document prescrit par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation qui figurent dans le contrat;
- ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- iii) tous les travaux liés au jalon et, selon le cas, tout produit livrable exigé ont été terminés et acceptés par le Canada.

8.2 Calendrier des jalons

Voici le calendrier des jalons selon lequel les paiements seront faits dans le cadre du contrat :

Jalons :

Tableau des jalons		
Tâches	Livrables	Échéancier : Date d'échéance des livrables
Année 1 - Attribution du contrat – 31 mars 2021		
1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux	1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux cultures Rapport	31 mars 2021
4. Drainage	4.1 Plan de travail pour la planification à long terme du drainage	31 mars 2021
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.1 Rapport de référence sur les résidus agrochimiques	31 mars 2021
Année 2 - Du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022		
3. Gestion du microclimat	3.1 Rapport sur les données climatiques de référence et comparaison	31 mars 2022
4. Drainage	4.2 Rapport sur les capacités culturale, la capacité de rétention d'eau et la salinité du sol	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.2 Rapport sur les essais de comparaison d'insecticides	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.3 Rapport d'essai randomisé sur les pesticides	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022

Année 3 - Du 1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023		
2. Cultures de couverture	2.1 Rapport d'évaluation des cultures de couverture	Analyse sur 3 ans – Rapport final le 31 mars 2023
6. Autres cultures possibles	6.1 Rapport sur les essais de comparaison de cultivars	Analyse sur 3 ans – Rapport final le 31 mars 2023

9. Attestations

9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010B les conditions générales - services professionnels (complexité moyenne) (2020-05-28)
- c) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe B, Base de paiement;
- e) l'Annexe C, Exigences en matière d'assurance
- f) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, (*inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

12. Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables.

Solicitation/ Demande de soumissions : 5000052848R

Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre : Recherche, essais et planification – Passage à l'agriculture biologique dans la RNF Alaksen

Contexte

Créée en 1976, la réserve nationale de faune (RNF) Alaksen protège d'importants habitats de migration et d'hivernage pour la sauvagine et d'autres oiseaux. Située dans le delta du fleuve Fraser, qui fait 67 000 hectares (Ward et coll., 1992), dans le sud-ouest de la Colombie-Britannique, la RNF Alaksen est une partie importante d'un lien vital dans un réseau d'habitats côtiers importants du Pacifique qui s'étend de la Sibérie à l'Amérique du Sud. Aucun autre site au Canada n'accueille autant de diversité ni autant d'oiseaux en hiver (au moins un demi-million), et aucun site comparable n'existe le long de la côte du Pacifique entre la Californie et l'Alaska (Butler et Campbell, 1987).

La RNF offre un lieu d'hivernage à de nombreux oiseaux, particulièrement à la sauvagine, et constitue un important site d'alimentation hivernale pour la Bernache du Canada, l'Oie des neiges, le Canard colvert, le Canard pilet, la Sarcelle d'hiver et le Canard d'Amérique. La gestion de la RNF est généralement axée sur ces espèces.

Les terres agricoles fournissent une grande partie de l'habitat faunique que l'on voit aujourd'hui dans le delta du fleuve Fraser, y compris au sein de la RNF. Les champs cultivés représentent environ 140 ha (plus de 40 %) de la superficie totale de la RNF; l'exploitation agricole y est le principal outil de gestion. L'agriculture dans la RNF fournit une importante source de nourriture pour la sauvagine qui hiverne et migre, y compris les dizaines de milliers de Petites Oies des neiges (*Chen caerulescens*) qui arrivent chaque année en octobre. Par le passé, ces oiseaux et d'autres espèces de sauvagine utilisaient les divers habitats offerts par les vasières, les marais littoraux et les champs inondés en saison pendant la migration et durant l'hiver. L'agriculture remplit maintenant une fonction écologique semblable à celle des prés humides inondés de façon saisonnière. Les activités agricoles sont actuellement autorisées en vertu de conditions précises énoncées dans des accords individuels conclus entre chaque agriculteur et le Service canadien de la faune.

La RNF Alaksen est actuellement cultivée selon des pratiques agricoles commerciales conventionnelles, qui comprennent l'utilisation de pesticides hautement toxiques (pour les mammifères, les oiseaux et les espèces aquatiques), à large spectre et persistants.

Des protocoles relatifs aux pesticides ont été mis en place pour atténuer le risque d'exposition du personnel et des visiteurs sur le site. Toutefois, au fil du temps, de nombreuses considérations sont apparues et une réévaluation de l'utilisation des pratiques agricoles standard est désormais nécessaire.

Environnement et changement climatique Canada (ECCC) doit remplir ses obligations nationales en vertu de la législation fédérale actuelle, notamment la *Loi sur les espèces en péril*, la *Loi sur la faune du Canada*, la *Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* et les règlements connexes. ECCC doit également remplir ses obligations en vertu de diverses politiques et accords internationaux, notamment la politique fédérale sur les terres humides qui tient le Canada responsable de la protection des habitats de la sauvagine contre les effets de l'utilisation des terres ou de l'eau et des changements de qualité de l'environnement dans les aires protégées au niveau fédéral.

Le plan de gestion écologique et la situation de la réserve nationale de faune Alaksen (ci-après dénommée « Alaksen ») sont uniques et, en conséquence, le succès d'une production agricole écologique dans la RNF présente un ensemble de défis variés. Alaksen est l'une des rares

réserves naturelles d'Amérique du Nord qui tirent parti de la production agricole pour fournir un habitat. Cependant, ce site est un endroit particulièrement difficile à cultiver en raison du climat, des sols et du drainage. On demande maintenant aux agriculteurs d'éliminer l'utilisation des pesticides conventionnels, ce qui pose un autre défi à l'exploitation agricole. Il est clair que des directives scientifiques sur la meilleure façon de relever ces défis sont nécessaires.

Les principales activités de recherche peuvent être classées en six thèmes de recherche, qui sont interdépendants et doivent être réalisés de concert par une équipe qualifiée. Les voici, par ordre de priorité :

1. Gestion des oiseaux
2. Cultures de couverture
3. Gestion du microclimat
4. Gestion du drainage
5. Autres systèmes agricoles possibles
6. Autres cultures possibles

Certaines des activités de recherche peuvent être entreprises immédiatement, tandis que d'autres seront plus étendues et à long terme.

Chacun des livrables décrits ci-dessous a pour but ultime de contribuer à cibler les pratiques agricoles ou les options de gestion des terres les plus susceptibles de réaliser les multiples objectifs écologiques de l'aire protégée. Chaque élément de recherche est intégré dans le suivant, ce qui permet de guider le livrable suivant et la manière dont chaque élément de recherche sera réalisé. ECCC exige de l'entrepreneur qu'il coordonne tous les résultats en utilisant son expertise en matière de systèmes alimentaires durables. ECCC donnera des conseils sur la faune et la flore.

Objectif

Aider le Service canadien de la faune (SCF) et les agriculteurs d'Alaksen à assurer un passage efficace et réussi de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique. Étudier le modèle agricole actuel de la RNF Alaksen en ce qui concerne les cultures, la rotation des cultures, l'habitat de la faune et les possibilités de cultures sans pesticides. Des conseils professionnels doivent être fournis, sous forme écrite et verbale.

Échéancier

Année 1 – appelée une (1) année – Durée : Attribution du contrat – 31 mars 2021

Année 2 – appelée deux (2) ans – Durée : du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

Année 3 – appelée trois (3) ans – Durée : Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023

Tâches et livrables

1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux cultures

Objectif : Analyser les données existantes sur l'interaction entre les oiseaux et les cultures

Le SCF a recueilli un ensemble de données exhaustif sur la présence d'oiseaux par champ dans le RNF Alaksen de 2011 à aujourd'hui. Les données relatives à la gestion des cultures consignées par les agriculteurs ont également été compilées par champ au cours de cette période. Ces données seront regroupées et analysées au moyen d'approches statistiques à variables multiples pour essayer de mieux comprendre comment le choix des cultures, la gestion des champs et la taille des champs ont un impact sur leur utilisation par les oiseaux.

Livrables : La relation entre le choix des cultures, les périodes de plantation des cultures et la présence d'oiseaux par espèce et intensité sera explorée. Des recommandations seront faites au sujet du calendrier des principales opérations agricoles. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement). Le responsable technique est également le principal gestionnaire de la RNF Alaksen.

Durée : Un (1) an – Tous les livrables sont dus au responsable technique un (1) an après l'attribution du contrat.

2. Cultures de couverture

Les cultures de couverture jouent un rôle important à Alaksen. Elles assurent la qualité du sol des champs et fournissent du fourrage aux oiseaux et un habitat pour la faune. Toutefois, la mise en place réussie de cultures de couverture représente un défi majeur pour les agriculteurs, et ce, pour plusieurs raisons. Étant donné le mauvais drainage des terres d'Alaksen, les agriculteurs commencent souvent leurs cultures d'été tard au printemps, ce qui prolonge la récolte jusqu'à l'automne et retarde l'établissement de cultures de couverture. En outre, si les précipitations automnales sont précoces, les agriculteurs ont du mal à récolter leur culture de la saison principale et à planter un couvert suffisamment tôt à l'automne pour permettre l'établissement d'une culture de couverture suffisante avant le gel et la migration des oiseaux. Enfin, si les agriculteurs parviennent à planter une culture de couverture à l'automne, les grandes quantités d'oiseaux qui s'alimentent déciment les cultures de couverture à un point tel qu'il n'y a que peu ou pas de biomasse au sol pendant une grande partie de l'hiver, et rien à incorporer au printemps.

Activités de recherche proposées

2.1 Évaluation des cultures de couverture

Objectif : Dégager différentes approches de culture de couverture.

Les cultures de couverture hivernales sont un facteur important du succès des opérations dans la RNF. Elles servent non seulement d'outils de gestion des sols pour les agriculteurs pendant l'hiver, mais fournissent également du fourrage aux oiseaux migrateurs. La recherche évaluera l'efficacité des cultures de couverture, à la fois du point de vue de leur utilité comme culture de couverture et du point de vue de la source de nourriture qu'elles représentent pour les oiseaux. Différentes espèces et mélanges de cultures de couverture seront évalués. Les systèmes seront également étudiés dans leur ensemble dans le cadre de recherches portant sur diverses dates de plantation de cultures de couverture et sur les pratiques qui ont une incidence sur leur établissement et leur survie. Différentes cultures en relais feront aussi partie de l'évaluation.

Livrables : Les mélanges de cultures de couverture et les dates de plantation qui conviennent le mieux aux agriculteurs et répondent le mieux aux besoins alimentaires des oiseaux migrateurs seront déterminés. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Trois (3) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique trois (3) ans après l'attribution du contrat.

3. Gestion du microclimat

Les champs de la RNF Alaksen sont entourés d'un réseau de fossés d'irrigation et bordés de haies, souvent des deux côtés. Dans de nombreux endroits, les haies sont devenues trop imposantes; des arbres et des arbustes, qui comprennent souvent des mûres envahissantes, y poussent. Les agriculteurs ont laissé entendre que ces haies épaisses limitent la circulation de l'air et augmentent l'humidité sur le site, ce qui pourrait accroître le risque de maladie fongique. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les producteurs de pommes de terre, car le ravageur le plus préoccupant, le mildiou, se propage rapidement en période de forte humidité. Des recherches doivent être entreprises pour déterminer si les haies ont une incidence sur les conditions microclimatiques et donc sur l'agriculture, et pour cibler les pratiques exemplaires en matière de gestion des haies qui permettent de préserver l'habitat de la faune et les conditions environnementales favorables à l'agriculture. Cela est particulièrement important si les agriculteurs doivent passer à une production sans pesticides. Il est important de noter que le SCF a récemment prévu de retirer les mûriers d'un certain nombre de haies autour d'Alaksen.

Activités de recherche proposées

3.1 Données climatiques de référence et comparaison

Objectif : Élaborer une base de référence des conditions microclimatiques dans les champs de production de la RNF Alaksen et les comparer aux champs voisins.

Deux stations météorologiques permanentes seront installées, l'une à Alaksen, l'autre en dehors de la RNF (idéalement dans une ferme de pommes de terre biologiques voisine afin de déterminer si la production de pommes de terre biologiques à Alaksen est viable). Des mesures hebdomadaires de la température de l'air, de l'humidité, de la vitesse du vent et de l'humidité du sol seront prises sur le terrain sur des transects qui vont de la haie aux champs agricoles, et ce, tout au long de la saison de croissance.

Livrables : Les effets d'une haie dense sur le microclimat des champs d'Alaksen seront quantifiés. Les effets relatifs de la densité des haies et de la taille des champs sur le microclimat seront également établis. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Deux (2) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique deux (2) ans après l'attribution du contrat.

4. Drainage

Une évaluation de l'infrastructure de drainage et des options d'amélioration est nécessaire pour régler efficacement les problèmes de drainage et de salinité qui menacent la durabilité de la production agricole à Alaksen. Ce problème est connu des agriculteurs d'Alaksen, qui ont constaté une augmentation des pertes de récoltes et de la salinité dans une grande partie de la RNF. L'amélioration du drainage est primordiale pour la réussite de l'agriculture sur place ainsi que pour la possibilité de changer les différents systèmes agricoles et les rotations. Une hausse de la capacité de drainage permettrait aux champs de s'assécher plus rapidement après les pluies, en particulier pendant les parties habituellement humides de la saison – le printemps et, de plus en plus, l'automne. Les agriculteurs pourraient ainsi accéder à leurs champs plus tôt au printemps, ce qui permettrait de planter la culture principale (pommes de terre ou choux) plus tôt. Une plantation précoce se traduit par une récolte plus précoce, ce qui donne aux cultures de couverture assez de temps pour s'établir. L'amélioration du drainage donnera également aux agriculteurs plus de souplesse à l'automne pour la récolte et pour la plantation des cultures de couverture. Le fait d'avoir une culture de couverture établie avant que les oiseaux ne migrent (et s'alimentent) dans la RNF peut offrir à ces derniers plus de fourrage et améliorer les chances de conserver une certaine couverture pour l'hiver.

Il est important de noter que pour que des recherches sur le drainage puissent être menées, il faudra améliorer le réseau de fossés autour de tous les champs pour permettre le déplacement adéquat de l'eau et le moyen de la retirer du réseau. Il faudra probablement nettoyer les fossés et possiblement les élargir à certains endroits pour que l'eau s'écoule adéquatement. En outre, l'enlèvement de l'eau du réseau de fossés peut nécessiter l'installation d'une pompe, qui enverra l'eau excédentaire dans le fleuve Fraser.

Activités de recherche proposées

4.1 Planification à long terme du drainage

Objectif : Trouver des solutions à long terme pour le drainage et élaborer un plan connexe qui tiendra compte des changements futurs de la nappe phréatique, des précipitations et du coin d'eau salé.

Le système de drainage actuel sera évalué afin de cibler les améliorations nécessaires en fonction des travaux accomplis par Canards Illimités Canada et de la modélisation climatique régionale. Les effets de l'entretien des fossés, de l'installation de tuyaux de drainage et de l'installation de pompes seront évalués relativement aux conditions actuelles et futures. Le potentiel d'utilisation de l'eau des fossés pour l'irrigation souterraine sera également évalué, en tenant compte de la connectivité avec le fleuve Fraser adjacent et du coin d'eau salé qui devrait s'agrandir avec le temps.

Livrables : Un plan de travail détaillé sur l'amélioration du drainage sera formulé, lequel comprendra la hiérarchisation des activités, les coûts et les échéanciers.

Durée : Un (1) an – Tous les livrables sont dus au responsable technique un (1) an après l'attribution du contrat.

4.2 Propriétés culturelles, capacité de rétention d'eau et salinité du sol

Objectif : Évaluer l'état actuel des propriétés culturelles du sol, de sa capacité de rétention d'eau et de sa salinité dans les champs agricoles.

Il est essentiel d'avoir des données de référence détaillées sur la rétention d'eau et la salinité du sol afin de pouvoir établir des pratiques de gestion agricole efficaces et suivre leurs effets au fil du temps. Le seuil des propriétés culturelles, soit la teneur en eau du sol qui limite les activités de labour, sera modélisé pour chacun des champs d'Alaksen. L'humidité du sol sera ensuite surveillée pendant les saisons intermédiaires du printemps et de l'automne afin de déterminer le nombre de jours où le sol peut être travaillé ou non. Au début, au milieu et à la fin de la saison de production, on surveillera la conductivité électrique comme indicateur de la salinité. La capacité de rétention d'eau du sol sera en outre analysée pour chaque champ.

Livrables : Une analyse détaillée des propriétés culturelles du sol, de la capacité de rétention d'eau et de la salinité de chaque champ sera effectuée pour aider à hiérarchiser les améliorations en matière de drainage et d'irrigation et en suivre les répercussions. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Deux (2) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique deux (2) ans après l'attribution du contrat.

5. Autres systèmes agricoles possibles

Les intrants chimiques utilisés dans l'agriculture (produits agrochimiques) sont susceptibles de provoquer une contamination persistante de la faune et de ses habitats. Jusqu'à présent, aucune recherche officielle n'a été menée pour déterminer comment les produits agrochimiques utilisés à Alaksen se répercutent sur l'environnement de la RNF. Les gestionnaires d'Alaksen exigent cependant que les agriculteurs travaillant dans la réserve éliminent l'utilisation de pesticides agrochimiques. Les agriculteurs craignent tout particulièrement que leur capacité de production diminue considérablement s'ils ne peuvent plus gérer les mauvaises herbes, les insectes et les agents pathogènes dans le sol à l'aide de pesticides agrochimiques. Avant de formuler des recommandations sur les méthodes de lutte contre les ravageurs qui devraient remplacer les pesticides actuellement utilisés, il est nécessaire d'évaluer les effets à court et à long terme des produits agrochimiques.

En outre, l'utilisation de produits agrochimiques peut être exacerbée par certains systèmes et certaines pratiques agricoles. Un examen détaillé de la manière dont les pratiques actuelles de lutte intégrée contre les ravageurs influent sur la distribution et l'abondance des populations de ravageurs et des populations d'arthropodes bénéfiques pourrait servir à orienter le système de production pour qu'il devienne moins dépendant des produits agrochimiques. Bien que les engrais agrochimiques n'aient pas été soulevés comme un problème par les gestionnaires d'Alaksen, il faut savoir que si les agriculteurs éliminent les pesticides et les engrais agrochimiques, ils pourraient être admissibles à une certification biologique et tirer profit des prix de vente plus élevés des produits biologiques et de leur marché.

Activités de recherche proposées

5.1 Référence sur les résidus agrochimiques

Objectif : Évaluer la présence de produits agrochimiques dans les sols d'Alaksen.

Des échantillons d'eau, de sols et de sédiments des fossés seront pris dans tous les champs agricoles d'Alaksen, ainsi que dans plusieurs champs environnants de l'île de Westham. Les champs situés hors de la RNF Alaksen qui sont cultivés de manière traditionnelle ou biologique et qui contiennent des cultures de produits agricoles semblables seront un important point de comparaison. Les sols seront analysés afin de déterminer la présence d'une série de constituants chimiques ainsi que de composants microbiens. Ces données de référence sur la présence de produits agrochimiques et les indicateurs de mouvement permettront aux chercheurs de suivre l'évolution de la toxicologie et d'évaluer les effets de nouvelles pratiques agricoles.

Livrables : Une analyse de base détaillée des constituants chimiques et microbiens dans les sols, les sédiments des fossés et l'eau dans les champs agricoles d'Alaksen et les fermes avoisinantes. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Un (1) an – Tous les livrables sont dus au responsable technique un (1) an après l'attribution du contrat.

5.2 Essais de comparaison d'insecticides

Objectif : Évaluer les solutions biologiques possibles pour la gestion des insectes

Recherche sur le terrain comparant le système actuel de gestion des arthropodes nuisibles à un régime utilisant des insecticides biologiques approuvés. Des essais seront menés dans les environs immédiats à Alaksen. Cela permettra de s'assurer que les facteurs climatiques

susceptibles d'influer sur la dynamique des arthropodes et la croissance des cultures sont pris en compte.

Livrables : Déterminer l'efficacité des insecticides biologiques comme solution de remplacement aux pesticides de synthèse. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Deux (2) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique deux (2) ans après l'attribution du contrat.

5.3 Essai randomisé sur les pesticides

Objectif : Établir d'autres approches pour maîtriser les mauvaises herbes et les agents pathogènes du sol.

Une expérience contrôlée randomisée à petite échelle sera menée pour comparer les approches agrochimiques aux régimes de lutte mécanique et biologique contre les mauvaises herbes et les champignons nuisibles. Sur un champ d'herbe fourragère existant, on mettra en place des traitements répétés sur de petites parcelles et on en surveillera l'incidence relativement aux mauvaises herbes et aux champignons au cours de deux saisons de production.

Livrables : La viabilité de l'utilisation de fongicides biologiques aux fins de la production à Alaksen ainsi que celle de solutions biologiques de gestion des mauvaises herbes en tant qu'options ayant un effet environnemental potentiellement plus faible sera déterminée. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Deux (2) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique deux (2) ans après l'attribution du contrat.

6. Autres cultures possibles

Les changements dans le choix des cultures et des cultivars à la RNF Alaksen ont le potentiel de réduire les contraintes liées à la saison de croissance, conduisant à une meilleure implantation des cultures de couverture, ainsi qu'à la réduction de la dépendance aux pesticides. En outre, la diversification des cultures peut permettre d'améliorer la rentabilité des opérations et d'atténuer les risques. Historiquement, les agriculteurs de l'île de Westham ont intégré les pois et les haricots dans leurs systèmes de culture, mais comme la pression imposée par les oiseaux a augmenté, ils ont abandonné ces cultures. Une évaluation agronomique et économique des autres cultures et cultivars possibles pourrait faciliter la transition vers un système de culture plus durable à Alaksen.

Activités de recherche proposées

6.1 Essais de comparaison de cultivars

Objectif : Trouver des cultivars de remplacement potentiels.

Collaborer à la recherche approfondie sur les cultivars et aux essais auxquels participent déjà les agriculteurs et d'autres chercheurs. Des recherches seront menées en collaboration avec les agriculteurs afin de cibler de nouvelles variétés intéressantes et d'organiser des essais des

variétés sur de petites parcelles, de concert avec le projet Amélioration des légumes biologiques au Canada (ALÉBIO – <http://www.bcseedtrials.ca/> [en anglais]).

Livrables : Les cultivars plus performants dans les systèmes de production biologique, résistants aux maladies et adaptés aux facteurs environnementaux uniques d'Alaksen seront cernés. On identifiera également de nouvelles cultures potentielles convenant à la RNF Alaksen. Les résultats seront résumés dans un rapport (format Microsoft Word, électronique) et présentés lors d'une réunion d'information à l'intention des gestionnaires et des agriculteurs d'Alaksen (il se peut que ce rapport doive être présenté virtuellement sur une plateforme en ligne si la COVID-19 ne permet pas de faire autrement).

Durée : Trois (3) ans – Tous les livrables sont dus au responsable technique trois (3) ans après l'attribution du contrat.

Jalons :

Tableau des jalons		
Tâches	Livrables	Échéancier : Date d'échéance des livrables
Année 1 - Attribution du contrat – 31 mars 2021		
1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux	1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux cultures Rapport	31 mars 2021
4. Drainage	4.1 Plan de travail pour la planification à long terme du drainage	31 mars 2021
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.1 Rapport de référence sur les résidus agrochimiques	31 mars 2021
Année 2 - Du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022		
3. Gestion du microclimat	3.1 Rapport sur les données climatiques de référence et comparaison	31 mars 2022
4. Drainage	4.2 Rapport sur les capacités culturale, la capacité de rétention d'eau et la salinité du sol	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.2 Rapport sur les essais de comparaison d'insecticides	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.3 Rapport d'essai randomisé sur les pesticides	Analyse sur 2 ans – Rapport final le 31 mars 2022

Année 3 - Du 1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023		
2. Cultures de couverture	2.1 Rapport d'évaluation des cultures de couverture	Analyse sur 3 ans – Rapport final le 31 mars 2023
6. Autres cultures possibles	6.1 Rapport sur les essais de comparaison de cultivars	Analyse sur 3 ans – Rapport final le 31 mars 2023

Critères d'acceptation

Tous les livrables produits par l'entrepreneur feront l'objet d'un examen par Environnement et Changement climatique Canada. Tous les travaux doivent être effectués à la satisfaction du responsable technique. Les paiements en vertu du présent marché sont conditionnels à l'exécution satisfaisante des travaux.

Calendrier

Les travaux doivent commencer dès l'attribution du contrat et s'achever au plus tard le 31 mars 2023.

Contribution de l'État

Des permis seront accordés à l'entrepreneur pour que les travaux puissent se dérouler sur les terres de la Réserve nationale de faune. Le responsable technique fournira à l'entrepreneur un accès aux données, aux rapports et aux cartes existants du site.

Déplacements

Tous les déplacements sont de la responsabilité de l'entrepreneur.

**ANNEXE B
BASE DE PAIEMENT**

L'entrepreneur sera payé comme suit :

Tableau des jalons		
Tâches	Livrables	Pourcentage du prix
Année 1 - Attribution du contrat – 31 mars 2021		
1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux	1. Aider le SCF à analyser les données relatives aux oiseaux et aux cultures Rapport	
4. Drainage	4.1 Plan de travail pour la planification à long terme du drainage	
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.1 Rapport de référence sur les résidus agrochimiques	40%
Année 2 - Du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022		
3. Gestion du microclimat	3.1 Rapport sur les données climatiques de référence et comparaison	
4. Drainage	4.2 Rapport sur les capacités culturale, la capacité de rétention d'eau et la salinité du sol	
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.2 Rapport sur les essais de comparaison d'insecticides	
5. Autres systèmes agricoles possibles	5.3 Rapport d'essai randomisé sur les pesticides	35%
Année 3 - Du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023		
2. Cultures de couverture	2.1 Rapport d'évaluation des cultures de couverture	
6. Autres cultures possibles	6.1 Rapport sur les essais de comparaison de cultivars	25%

Prix de l'offre : _____ \$

Taxes applicables : _____ \$

ANNEXE C
EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle

de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- p. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute

Solicitation/ Demande de soumissions : 5000052848R

poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.